



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 24 octobre 2024

Zoom : le FMI dévoile ses prévisions économiques actualisées pour la zone andine & le plateau des Guyanes.

Mardi 22 octobre, le Fonds monétaire international a actualisé ses projections macroéconomiques pour l'ensemble des pays du monde, dans le cadre du World Economic Outlook. Au niveau mondial, la croissance économique – handicapée par un ralentissement de l'économie chinoise – devrait s'établir à +3,2 % en 2024, puis se maintenir à ce niveau en 2025 et 2026. **La croissance andine – pondérée par le PIB des pays, hors Chili qui devrait afficher une croissance de + 2,5 % en 2024 et + 2,4 % l'année suivante – serait inférieure de 1,2 point de pourcentage pour s'établir à + 2 % en 2024 puis à +2,4 % en 2025.** Ces prévisions diffèrent quelque peu de celles de l'agence de notation Fitch Ratings pour – lors de l'évènement *Fitch on Colombia : Bogotá 2024* – la zone andine (Chili inclus) devait connaître une croissance annuelle entre 1 et 2 %. Parallèlement, les pays couverts par le Service Economique de Bogota – zone andine (hors Chili), Suriname et Guyana – afficherait une croissance de + 3% en 2024 et de + 2,7 % en 2025.

Bien que composants d'une même zone géographique, la situation économique des Etats andins & du plateau des Guyanes témoigne d'une grande hétérogénéité interpays. Tout d'abord, en termes de croissance, le Guyana serait numéro 1 mondial en 2024 (+43,8 %) alors que l'Equateur (+0,3 %) et la Bolivie (+1,6 %) traversent des situations plus complexes de crises (notamment énergétique pour l'Equateur). La croissance des principales économies de la région – Colombie, Pérou et Venezuela devrait converger en 2025, entre 2,5 % et 3,0 %.

Analyse par pays :

1. **En Bolivie, la croissance du PIB réel sera modeste, avec une progression de seulement +1,6 % en 2024, pour atteindre +2,2 % en 2025 et 2026.** Ce faible dynamisme s'accompagne d'une dette publique significative, qui devrait dépasser 100 % du PIB d'ici 2026. Le déficit budgétaire restera lui aussi important, bien que légèrement en baisse, passant de -10,4 % du PIB en 2024 à -9,7 % en 2025 puis à -8,6 % du PIB en 2026. Par ailleurs, l'inflation à 4,3 % en 2024, devrait s'établir à 3,9 % d'ici 2026, tandis que le chômage stagnera autour de 5 % (indicateur à mettre en parallèle du taux d'informalité de 80 %). Les échanges restent fragiles, avec une contraction des exportations prévue en 2024 (- 8,6 %), avant une reprise timide. Cette moindre performance de la balance commerciale consolide le déficit de la balance courante, estimé à -5,4 % du PIB pour 2024, un chiffre bien supérieur au déficit de 2,7 % enregistré en 2023.

2. **En Colombie, la croissance économique atteindrait +1,6 % en 2024, avant de s'accélérer à +2,8 % en 2025, soutenue par une augmentation de l'investissement qui représentera 15,1 % du PIB en 2025 puis 15,7 % du PIB en 2026 (vs. 13,6 % en 2023).** L'inflation, encore élevée en 2024 à 6,7 %, devrait progressivement se stabiliser à 3 % d'ici 2026, permettant la réduction progressive du taux d'intérêt directeur par la Banque centrale. Enfin, les finances publiques montreraient une amélioration du déficit budgétaire d'un point de pourcentage, qui passerait de -4,4 % en 2024 à -3,4 % en 2026, et une dette publique qui resterait stable autour de 56 % du PIB. Toutefois, le déficit structurel de la balance courante (-2,5 % du PIB) persisterait.
3. **En Équateur, la croissance du PIB réel devrait être faible, à seulement +0,3 % en 2024, mais pourrait atteindre +1,8 % à horizon 2026.** L'inflation restera modérée grâce à la dollarisation de l'économie, avec des taux autour de 1,9 % en 2024, 1,2 % en 2025 et 1,6 % en 2026. Cependant, le pays fait face à des déficits budgétaires persistants, bien qu'en amélioration (-1,1 % du PIB en 2025). La dette publique devrait se stabiliser autour de 56 % du PIB, et la balance courante resterait excédentaire.
4. **L'économie péruvienne progresserait de +3 % en 2024 et de +2,6 % en 2025. Cette révision à la hausse des projections (par rapport à celles d'avril) s'explique, en partie, par une reprise des investissements privés et une meilleure conjoncture internationale.** En effet, alors qu'en 2023 l'investissement privé a connu un recul important en raison de l'instabilité politique et de l'incertitude économique mondiale, une reprise de près de 4,1 points de pourcentage est attendue pour 2024. Les prévisions du Ministère de l'économie et des finances (MEF) péruvien sont par ailleurs plus optimistes que celles du FMI avec une estimation de croissance à 3,2 % cette année.
5. **Le Venezuela continue de faire face à des défis économiques majeurs. En 2024, la croissance du PIB réel devrait atteindre +3 %, mais la forte volatilité économique et l'incertitude politique rendent ces prévisions fragiles.** L'inflation reste un problème chronique pour le Venezuela (+ 60 % en 2024 et + 72 % en 2025) bien qu'elle soit moins sévère qu'auparavant. Le pays est confronté à un déficit budgétaire chronique (financé monétairement), à une dette publique en défaut, et à des déséquilibres externes persistants, avec des perspectives économiques encore incertaines pour les années à venir (c'est le seul pays de la zone dont les prévisions s'arrêtent à 2025).
6. **Le Guyana continue de bénéficier d'une croissance exceptionnelle grâce à la découverte – en 2015 - et à l'exploitation de ressources pétrolières. En 2024, le PIB réel augmenterait de +43,8 %, bien qu'il décélèrerait à +17,5 % en 2026.** Ce boom économique se reflète dans le PIB par habitant qui explose, passant de 28 920 dollars en 2024 à plus de 35 400 dollars en 2026, le plus élevé d'Amérique du Sud depuis 2023. Cependant, cette croissance s'accompagne de risques inflationnistes, avec une inflation prévue à 4,5 % en 2025 et à 5,5 % en 2026, et une volatilité des flux commerciaux, avec une forte croissance des importations (+23 % en 2025, souvent liée à l'importation de navire de production pétrolière, FPSO), suivie d'une stabilisation. Malgré cela, la balance courante reste largement excédentaire, atteignant 36 % du PIB en 2024.
7. **Le Suriname – sous-programme FMI jusqu'à mars 2025 – présente une reprise modérée avec une croissance de +3,0 % en 2024, qui se stabiliserait à ce niveau en 2025 et 2026.** Le pays parviendrait à réduire progressivement son déficit budgétaire (-2,3 % du PIB en 2025) et à stabiliser sa dette publique autour de 24 % du PIB. L'inflation, relativement modérée à 3,0 % en 2024, devrait toutefois augmenter à 5,5 % en 2026. Sur le plan extérieur, le Suriname conserve un excédent de la balance courante de +1,7 % et +1,6 % du PIB pour 2024 et 2025 respectivement, reflétant une reprise des exportations.

Bolivie

Selon l'indice JP Morgan (EMBI), le risque-pays de la Bolivie a fortement augmenté, affectant l'accès au crédit et la confiance des marchés.

Selon un rapport de Bloomberg basé sur l'indice JP Morgan, le risque-pays de la Bolivie a connu une augmentation inquiétante, se classant parmi les plus élevés d'Amérique latine, derrière l'Argentine et le Venezuela, ce qui pourrait à terme avoir des conséquences significatives sur l'accessibilité au crédit et sur la confiance des marchés. **L'incertitude économique croissante, le déficit budgétaire, le manque de réserves internationales et l'instabilité politique ont notamment contribué à cette augmentation du risque-pays.** De plus, la pénurie de devises étrangères a également été déplorée, affectant à la fois les investissements étrangers et la dynamique du commerce dans le pays. Aussi, malgré les efforts du gouvernement de Luis Arce pour stabiliser l'économie, les politiques de contrôle des prix, de subventions et d'interventions de l'État dans des secteurs stratégiques n'ont pas réussi à dissiper les inquiétudes des marchés internationaux, ce qui pourrait nuire à la croissance économique sur le long terme.

Le FMI prévoit une croissance de 1,6 % et une inflation de 4,3 % pour la Bolivie en 2024.

Le FMI, dans son dernier rapport « Perspectives de l'économie mondiale », a ajusté ses projections pour l'économie bolivienne, anticipant une croissance de 1,6 % et une inflation de 4,3 % pour 2024. Ces chiffres révèlent un scénario difficile pour le pays, avec une croissance plus lente que prévu et des pressions inflationnistes continues. Toutefois, **le FMI prévoit une légère amélioration en 2025, avec une croissance estimée à 2,2 %.** De plus, les projections du FMI prévoient un déficit de la balance courante de -5,4 % du PIB pour 2024, un chiffre bien supérieur au déficit de -2,7 % enregistré en 2023. En 2025, le déficit pourrait encore se creuser pour atteindre -5,5 %. Les estimations de la Banque Mondiale confirment également cette tendance : son rapport « Taxer la richesse pour l'équité et la croissance » affirme que la Bolivie enregistrera une croissance de 1,4 % en 2024. Ces prévisions placent le pays parmi ceux qui connaîtront la plus faible croissance en Amérique Latine, juste au-dessus de l'Argentine (-3,5 %), et de l'Équateur (+0,3 %).

Colombie

La pauvreté et l'insertion professionnelle constituent des préoccupations majeures pour l'OCDE.

Lors d'une récente réunion ministérielle dirigée par l'OCDE à Bogotá, plusieurs sujets ont été abordés afin de faire le point sur l'avancement du programme de politique sociale de l'organisation.

- **La Colombie, avec un taux de chômage de 9,7 %, se positionne comme le 2^e pays avec le taux le plus élevé au sein des pays OCDE.**
- Alexander López, directeur du *Département national de la planification* (DNP), a admis que le gouvernement rencontre des difficultés pour mettre en œuvre son agenda d'investissement social dans les zones éloignées, où des défis tels que le manque d'accès à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation sont répandus.
- Le ministre du Commerce, Luis Carlos Reyes, a également abordé la question de l'informalité dans l'économie, qui touche 42,5 % des ménages d'Amérique latine, en mettant l'accent sur la nécessité de repenser le concept de formalité.

Les IDE entrants baissent pour le 6^{ème} mois consécutif.

La chute continue des investissements directs à l'étranger (IDE) vers la Colombie soulève des inquiétudes significatives. **En septembre 2024, le flux d'IDE entrants a totalisé seulement 713 M\$, marquant une baisse de -26 % par rapport aux 968 M\$ enregistrés à la même période l'année précédente.** Ce déclin s'inscrit dans une tendance observée depuis six mois consécutifs de baisse en glissement annuel, avec une contraction particulièrement marquée en juin (-51,7 % en g.a.). **Depuis le début de l'année 2024, les flux d'IDE ont atteint environ 8,6 Md\$, enregistrant une baisse de -7 % g.a.** Ce déclin est principalement attribué à une chute de -27 % des investissements dans le secteur pétrolier et minier. Les investissements dans les autres secteurs ont, eux, augmenté.

Le budget alloué à la santé a fortement augmenté ces deux dernières années (+46 %).

Le budget de la santé est passé de 9,7 Md USD à 14,2 Md USD, soit une hausse de + 45,8 %. Pour 2024, le budget alloué représente le montant le plus élevé des dernières décennies. Cependant,

il est à noter que près de 96 % de ces ressources sont affectées aux dépenses de fonctionnement, limitant ainsi les investissements à seulement 428 M USD. Ces derniers concernent notamment la modernisation des infrastructures hospitalières et la réhabilitation des hôpitaux régionaux.

Le ministre de la Santé, Guillermo Alfonso Jaramillo, a toutefois souligné la nécessité de régler les dettes des Entités de Promotion de la Santé (EPS) qui ont été récemment liquidées suite à leurs problèmes financiers. Pour y parvenir, le gouvernement envisage de mettre en place des lignes de crédit via Findeter (une banque publique), afin de soutenir le secteur privé et d'assurer la continuité des services de santé.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,3 %	+19,5 %	1 323,1
Change USD/COP	+0,9 %	+ 2,5 %	4 321
Change EUR/COP	+1,2 %	+4,7 %	4 667
Prix du baril (Brent, USD)	-0,1 %	+0 %	74,5

Equateur

La BID a approuvé un prêt de 150 M\$ en faveur du ministère de l'intérieur.

L'objectif de ce prêt est d'aider à prévenir la délinquance associée aux groupes criminels organisés tout en réduisant l'impunité dans les territoires prioritaires. Parmi les actions de mise en œuvre de ce financement figurent l'extension de la couverture des programmes destinés à prévenir le crime organisé et à servir les populations vulnérables, le renforcement des capacités de la police et une meilleure utilisation de l'information pour la gestion de la sécurité. Ce financement est permis par l'appui du programme avec le FMI en cours (EFF) de 4 Md\$, dans le cadre d'environnements budgétaire et financier complexes.

Guyana

Partage de production pétrolière : vers une industrie plus diversifiée.

Le ministère de l'Énergie du Guyana a annoncé que plusieurs géants pétroliers, dont *TotalEnergies*, *Qatar Energy* et *Petronas*, ont conclu des accords concernant les modalités de partage de production pour explorer cinq blocs offshore de pétrole et de gaz. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un appel d'offres lancé en 2022, visant à diversifier l'industrie énergétique du pays, jusqu'alors dominée par un consortium dirigé par *Exxon Mobil*. Parallèlement, *Exxon* et ses partenaires *CNOOC* et *Hess* sont en discussions pour l'exploration d'un autre bloc offshore, le bloc S8, avec un intérêt particulier pour des opportunités de captage et de stockage du carbone.

Pérou

Les exportations agroalimentaires péruviennes totalisent 6,7 Md\$ au cours des huit premiers mois de 2024.

Les chiffres du Ministère du Développement agricole et de l'Irrigation (MIDAGRI) présentent une augmentation de +18 % g.a. Ces bons résultats sont surtout liés aux exportations de produits emblématiques tels que les avocats (1,6 Md\$), les myrtilles (546 M\$) et les raisins (499\$). Les exportations de café non-torréfié et de canne à sucre ont également progressé, totalisant respectivement 546 M\$ et 22,6 M\$. Ces produits sont principalement exportés vers les États-Unis, les Pays-Bas, l'Espagne et le Chili. En outre, à août 2024, la balance commerciale du secteur agricole affiche un excédent de 2,6 Md\$.

Suriname

Amélioration de la note souveraine surinamaïse à Caa1+ par Moody's.

Le 22 octobre dernier, le Suriname a bénéficié d'une révision notable (2 crans) de sa notation créditrice par l'agence de notation *Moody's*, passant de Caa3 à Caa1. Cette amélioration résulte des « aubaines économiques et fiscales » attendues du projet pétrolier de 10,5 Md\$ mené par *TotalEnergies*. L'agence de notation a également ajusté sa perspective de "stable" à "positive", en raison de ce projet. Plus précisément David Rogovic et Mauro

Leos, analystes de Moody's, anticipent que la production pétrolière générera une forte croissance et des recettes publiques significatives, surpassant largement la dette actuelle et les besoins de financement du pays. L'agence a également souligné la "réduction significative" de la dette publique, résultat de réformes fiscales et économiques mises en œuvre au cours des trois dernières années dans le cadre du programme EFF avec le FMI, qui ont conduit à un excédent primaire et devraient permettre une diminution continue de la charge de la dette.

Adhésion du Suriname à l'Association Internationale de Développement.

Le Suriname est officiellement devenu membre de l'Association Internationale de Développement (AID, IDA en anglais) du Groupe Banque mondiale et pourra bénéficier de ses financements. Cette adhésion permettra au pays un accès à des subventions et à des prêts à taux d'intérêt concessionnels. Ces modalités de financement constituent un levier important pour les États caribéens, généralement caractérisés par leur petite taille et leurs revenus modestes. Le Suriname pourra faire appel à ces ressources pour investir dans la diversification économique, la gestion des risques de catastrophe et les initiatives communautaires. Stanley Raghoebarsing, ministre des Finances et de la Planification du Suriname, a affirmé que le financement et l'assistance technique fournis par l'IDA viendront compléter les réformes économiques et sociales en cours dans le cadre du programme FMI.

Venezuela

Le coût du panier alimentaire de base s'élève à 531,57 USD en septembre 2024.

Le Centre de Documentation et d'Analyse Sociale de la Fédération Vénézuélienne des Enseignants (Cendas FVM) a publié, le 21 octobre, le coût du panier alimentaire de base pour septembre 2024.

Ce panier, composé de 60 produits pour une famille de cinq personnes, s'élève à 531,57 USD ou 23 128 VES. Par catégorie, les hausses de prix mensuelles ont été les suivantes : viande et produits à base de viande (+3,5 %), graisses et huiles (+2,5 %), racines et tubercules (+1,9 %). **Sur le mois, l'augmentation globale a été de 1,4 %, portant la hausse cumulée depuis le début 2024 à 14,4 % et celle sur un an à 33,8 %.**

Les interventions de la Banque centrale sur les marchés bancaires apparaissent insuffisantes pour stabiliser le Bolivar (VAS) face à sa dépréciation vis-à-vis du Dollar Etatsunien (USD) sur le marché parallèle.

Le 21 octobre, la Banque Centrale du Venezuela (BCV) a procédé à sa 43^{ème} intervention de change de l'année, injectant environ 135 M USD sur le marché. Le taux de vente pour cette opération était fixé à 42,53VES/EUR, tandis que le taux officiel du dollar étatsunien s'établissait à 37,04 VES/USD. Depuis le début de l'année, la dépréciation officielle du VES vis-à-vis de l'USD atteint 9,3 %, contre 22 % sur le marché parallèle. Au 23 octobre 2024, l'écart entre le taux de change parallèle et officiel (brèche cambiaire) a atteint 9,25 bolivars, soit un différentiel de 23,5 %.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	17,96	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,796	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,46	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr